

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Acheteur

ETAT Ministère de de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires,
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de
Normandie

Représentant de l'acheteur (RA)

Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement de Normandie, agissant par délégation de Monsieur le Préfet de Région
Normandie, Préfet de Seine Maritime

Objet de la consultation

Parcs éoliens en mer – Etudes scientifiques in situ, établissement et rédaction de l'
état initial de l'environnement (partie intégrante d'une étude d'impact)

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 29 novembre 2024 à 18h00 (heure locale de
l'adresse de l'acheteur)

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

Pages

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	<u>4</u>
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	<u>4</u>
2-1. Définition de la procédure.....	<u>4</u>
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>4</u>
2-3. Nature de l'attributaire.....	<u>5</u>
2-4. Variantes.....	<u>5</u>
2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	<u>5</u>
2-6. Cadre de la négociation.....	<u>5</u>
2-7. Délai de réalisation.....	<u>5</u>
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	<u>6</u>
2-9. Délai de validité des offres.....	<u>6</u>
2-10. Propriété intellectuelle.....	<u>6</u>
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	<u>6</u>
2-12. Clauses sociales et environnementales.....	<u>6</u>
ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	<u>6</u>
3-1. Solution de base.....	<u>6</u>
3-2. Variantes.....	<u>11</u>
ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	<u>11</u>
4-1. Sélection des candidatures.....	<u>11</u>
4-2. Jugement et classement des offres.....	<u>11</u>
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	<u>12</u>
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	<u>12</u>
5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	<u>13</u>
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	<u>14</u>

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

Le présent Marché a vocation à couvrir les études environnementales nécessaires à l'établissement de l'état initial de l'environnement tel que défini par l'article R.122-5 du code de l'environnement pour les projets de parcs éoliens en mer et la rédaction de l'état initial. Il s'inscrit dans le cadre des futurs appels d'offre qui seront lancés par l'Etat, conformément à la Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) à venir, pour la réalisation des prochains projets de parcs éoliens en mer, sur la façade Manche-Est Mer du Nord (MEMN).

Les résultats de ces prestations consistent dans la production par le titulaire des éléments suivants :

Le Titulaire du marché devra remettre un rapport comprenant les livrables avec le traitement et l'analyse des données tels qu'explicitées dans le CCTP pour l'ensemble des compartiments visés dans le marché, avec une introduction, une synthèse pour chaque compartiment de sorte à décrire dans l'étude d'impact les incidences notables du projet sur l'environnement et les mesures envisagées pour éviter, réduire et compenser ces incidences. Ce livrable correspondra à l'Etat initial de l'environnement et devra donc être conforme aux dispositions de l'article R.122-5 du code de l'Environnement.

Ces résultats seront utilisés par l'acheteur ainsi que décrit ci-après :

L'ensemble des campagnes *in situ* menées, les données brutes et livrables produits sont transmises au fil de l'eau aux candidats à l'appel d'offres pour la construction et l'exploitation du/des parc(s) éolien(s) en mer concerné(s). Par la suite tous ces éléments et notamment le rapport final sera transmis au lauréat de l'appel d'offres et servira de base à la rédaction de l'étude d'impact.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : La zone concernée est une zone de l'ordre de 700 km² au large des côtes de la Seine-Maritime.

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Le marché comporte une tranche ferme et 4 tranche(s) optionnelle(s) désignées ci-après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	Phase 1 : L'élaboration d'une étude préliminaire permettant de recenser l'ensemble des connaissances disponibles sur la zone considérée et ainsi identifier les lacunes en terme de données de sorte à établir des protocoles de campagnes in situ permettant de combler ces insuffisances ----- Phase 2 : La réalisation opérationnelle des campagnes de mesure in situ portant sur l'ensemble des compartiments concernés sur la première année et la rédaction du rapport de l'état initial de l'environnement
Tranche optionnelle 1	La réalisation opérationnelle des campagnes de mesure in situ portant sur l'ensemble des compartiments concernés sur la seconde année et mise à jour du rapport de l'état initial de l'environnement
Tranche optionnelle 2	La mise en place d'un radar avifaune en mer sur un an¶
Tranche optionnelle 3	Caractérisation par ADN environnemental
Tranche optionnelle 4	La rédaction de l'étude d'impact¶

Les prestations ne sont pas réparties en lots.

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit sur tranche(s) optionnelle(s).

2-3. Nature de l'attributaire

Le marché sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, l'acheteur

peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation de l'acheteur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-5. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-6. Cadre de la négociation

Sans objet.

2-7. Délai de réalisation

Le(s) délai(s) d'exécution est/sont fixé(s) dans l'acte d'engagement.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 15 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-10. Propriété intellectuelle

Les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

La mutualisation des campagnes sera optimisée lors de l'exécution du marché, afin de limiter les déplacements . Le pilotage global des actions sur la zone d'études doit être un gage d'efficacité et de limitation des émissions de CO2. Le(s) co-traitant(s) et/ou sous-traitant(s) agissent de façon globalisée et non indépendamment les uns des autres.

Les livrables ainsi que tous les échanges entre les co-contractants se feront sous formats dématérialisés.

ARTICLE 3. DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation de l'acheteur. Toutefois cette dernière se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;
- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après ;
 - L'acte d'engagement à compléter
 - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses 2 annexes ;
 - Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
 - Le bordereau des prix unitaires à compléter ;
 - Le détail estimatif à compléter ;
- La/Les pièce(s) non contractuelle(s) destinée(s) au jugement de l'offre ;

3-1.2. Composition de l'offre à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat qui sont précisées dans l'avis de marché.

dans un autre sous dossier :

- Un projet de marché comprenant :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, dater et signer électroniquement

conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) du prestataire ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les co-traitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant des formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix unitaires cadre ci-joint à compléter ;
- Le détail estimatif cadre ci-joint à compléter ainsi que les sous-détail de prix pour les prix concernés ;

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant les documents suivants :

Pour son mémoire technique, le candidat veille à respecter, le nombre de mots, le plan et la numérotation suivants :

- Document n°1 : Note de description de l'équipe affectée à la mission et de ses qualifications (1000 mots maximum, hors annexes listées ci-dessous): le candidat présente :
 - l'organisation des différentes entités entre elles (en identifiant les éventuels sous-traitants), en soulignant particulièrement le rôle du chef de projet (délégation, responsabilité, ...).
 - Autant pour la phase bibliographique que celle de campagnes in situ, la composition de l'équipe (en identifiant les rôles de chacun de leurs membres), en quoi leurs expériences sont adaptées à la réalisation de la prestation demandée, la répartition géographique des membres.
 - En annexe à cette note, le candidat joint :
 - un diagramme de l'équipe,
 - le CV des membres de l'équipe (mentionnant les qualifications professionnelles et la détention du permis B) et le CV des personnes pouvant être mobilisées en cas de changement d'un membre de l'équipe, Les CV incluent le contact à jour (nom, numéro de téléphone, adresse mél).
- Document n°2 : Note présentant la capacité du candidat à définir et respecter un planning contraint

Le candidat dans cette note :

- Présente un planning détaillé et argumenté des délais des prestations à partir

du lancement de la prestation.

- Présente le planning des réunions prévues à partir du lancement de la prestation et en démontre la suffisance.
 - Le planning intégrera et explicitera le délai pour se procurer le matériel et les autorisations nécessaires pour mener les campagnes.
 - Décrit sa procédure afin de limiter le risque de perte ou de détérioration de matériel
 - Décrit sa procédure (notamment les délais) qui sera mise en œuvre en cas de perte ou détérioration du matériel de mesure.
 - Décrit sa procédure afin de s'assurer de la disponibilité des moyens nautiques et aériens pour effectuer les levés en mer.
 - Décrit sa procédure afin d'assurer une continuité des campagnes de levés en cas d'immobilisation d'un moyen nautique ou aérien suite à un incident ou panne.
 - Donne un exemple (1 page maximum) pour lequel il a été mis en difficulté vis-à-vis de planning et indique la solution mise en place, son efficacité et son retour d'expérience.
 - Présente le suivi de la qualité pour la réalisation de l'étude bibliographique puis des campagnes de terrain.
 - Décrit sa procédure de veille météorologiques et explicite les conditions météorologiques ou autres à partir desquelles les campagnes d'observation, l'installation et la maintenance du matériel seront reportées.
- Document n°3 : Note concise de description de la proposition, concernant la réalisation de l'état initial de l'environnement pour l'ensemble des compartiments listés et la rédaction de l'étude d'impact associée (tranche optionnelle n°4).

Tout d'abord, le document n°3 contiendra, une partie par compartiment et par type de campagne, dans l'ordre d'apparition dans le CCTP (rappelé entre parenthèses ci-dessus), dans chacune des parties le candidat :

Considérant les présentations des enjeux environnementaux du DSF, des documents produits pour le débat public relatif à la cartographie de l'éolien en mer et à la zone retenue, le candidat propose des compléments de protocole. Aussi, le candidat exposera les adaptations ou compléments à apporter aux protocoles standardisés du CCTP afin de tenir compte des enjeux locaux pour aboutir au protocole final. Les adaptations proposées devront se baser sur des protocoles déjà utilisés sur d'autres parcs éoliens en France en prenant soin de justifier les protocoles envisagés ainsi que des exemples d'utilisation de ce même protocole sur d'autres parcs.

- Explique le processus qui lui permettra de prendre en compte le retour d'expérience du suivi environnemental des fermes pilotes et des parcs commerciaux, même récent,
- Justifie si la méthode la BACI ou BAG est plus adaptée puis décrire l'approche pour définir le nombre et la position des stations témoins,
- Décrit ses matériels de façon détaillée (1 page par matériel) le candidat indiquera bien la durée d'autonomie maximale des hydrophones en fonction des périodicités, fréquences et intensités sonores d'écoute qu'il prévoit

d'installer,

- Décrit ses méthodes de pré-traitement, d'analyse et d'exploitation cartographique des données acquises ;

Pour la partie relative à l'avifaune et les mammifères marins, le candidat doit également :

- Décrire les autorisations et qualifications nécessaires pour équiper de balises les espèces,
- Préciser les mesures pour garantir au maximum la stabilité des effectifs tout au long des campagnes d'acquisition et ainsi garantir la qualité du jeu de données,
- Décrire la procédure permettant de garantir la disponibilité et la continuité des moyens aéronautique ou nautique mis en œuvre sur toute la durée de la campagne,
- Expliciter, dans la description technique de la méthode, le taux de détermination spécifique pour les observations aériennes digitales.
- Indiquer, pour l'acoustique passive, le degré de précision en termes d'identification d'espèce, en particulier pour les delphinidés.

Puis, dans une partie complémentaire, le candidat devra décrire les mutualisations envisagées pour certaines campagnes entre compartiments conformément au CCTP et celles qu'il estime pouvoir mettre en œuvre en complément s'il y a lieu. Il explicitera les éventuelles adaptations devant être apportées aux protocoles standardisés listés dans le CCTP et explicitera l'absence d'impact sur la qualité des données et l'atteinte des objectifs fixés dans le CCTP.

Dans les documents demandés, les précisions relatives à la politique HSE (Hygiène, Santé, Environnement) du candidat devront être précisées conformément à l'annexe HSE du CCAP (entre autres : la prise en compte par le matériel utilisé des exigences en termes d'hygiène et de sécurité (HSE), réduction du bilan carbone par l'optimisation des déplacements sur le terrain et la mobilisation d'équipements faiblement émetteurs de CO2...).

Enfin, le candidat décrira l'organisation qu'il mettra en œuvre pour rédiger l'étude d'impact associée à l'état initial de l'environnement qu'il aura réalisé.

- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

- Les sous détails de prix demandés ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par co-traitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux.

- **3-1.3.** Fourniture de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir:

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail
- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-7.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

L'attributaire devra indiquer l'adresse à laquelle lui seront faites les notifications, dès lors qu'elle serait différente de celle portée à l'article premier de l'acte d'engagement et ce avant la notification du marché. A défaut d'une telle indication, toutes les notifications seront valablement effectuées à celle de l'acte d'engagement.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SELECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'acheteur commencera par examiner les offres ; seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

En cas de candidatures incomplètes, l'acheteur demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

L'acheteur examinera l'offre de base des candidats pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

CRITÈRES		PONDÉRATION
<p><u>CRITÈRE 1</u></p> <p>COMPETENCE ET ORGANISATION DE L'EQUIPE</p> <p>Pertinence des entités présentées par le candidat pour chaque compartiment</p> <p>Pertinence des garants techniques et scientifiques présentés par le candidat pour chaque compartiment</p> <p>Pertinence de la gestion de projet</p> <p>Pertinence des modalités de suivi de la prestation</p> <p>Pertinence de l'équipe proposée pour la rédaction de l'état initial et de l'étude d'impact</p> <p>Ce critère est noté sur la base des éléments fournis dans le document 1</p>		<p>15,00 %</p>
<p><u>CRITÈRE 2</u></p> <p>PLANNING</p> <p>Pertinence de la périodicité et de la durée des campagnes</p> <p>Exhaustivité de la liste des paramètres à anticiper pour respecter le planning présenté</p> <p>Exhaustivité de la liste des aléas pouvant impacter le respect du planning</p> <p>Ce critère est noté sur la base des éléments fournis dans le document 2</p>		<p>10,00 %</p>
<p><u>CRITÈRE 3</u></p> <p>OFFRE TECHNIQUE</p> <p>Pertinence pour chacun des compartiments (qualité de l'eau, qualité des sédiments, bruit ambiant aérien, bruit ambiant sous-marin, benthos, plancton, pêches scientifiques, mammifères marins et autres grands pélagiques, avifaune, chiroptères) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de la méthodologie d'échantillonnage de la donnée, - du plan d'échantillonnage, - du matériel, - des moyens, de la méthodologie d'analyse des données, <p>Pertinence de l'organisation mise en œuvre pour la rédaction de l'étude d'impact</p> <p>Ce critère est noté sur la base des éléments fournis dans le document 3</p>		<p>15,00 %</p>
<p><u>CRITÈRE 4</u></p> <p>HSE</p> <p>Pertinence des éléments fournis en terme de HSE</p>		<p>5,00 %</p>

Ce critère est noté sur la base du plan HSE fourni par le candidat	
CRITÈRE 5 PRIX, sur la base du détail estimatif et de la cohérence des prix qui y figurent au regard du BPU.	55,00 %

Ces critères porteront sur l'ensemble des tranches.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global forfaitaire, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, l'acheteur se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

L'offre sera remise obligatoirement par échange électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent à l'acheteur.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence A compléter.

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;

- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé .

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par l'acheteur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie Bureau des Finances et des Marchés Publics 1 rue du Recteur Daure 14006 Caen

Copie de sauvegarde pour : Parcs éoliens en mer - état initial de l'environnement, en vue de définir l'étude d'impact

Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :

« NE PAS OUVRIR »

(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 21 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]) sous la référence précisée au 5-1 .

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme, à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.